

Zeitschrift:	Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera
Herausgeber:	Schweizerische Gesellschaft für Geschichte
Band:	63 (2013)
Heft:	1
Artikel:	Le temps de la vérité dans le monde arabe et islamique?
Autor:	Nouschi, André
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-325287

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 21.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le temps de la vérité dans le monde arabe et islamique?¹

André Nouschi

Depuis le début de l'année 2011 le monde arabe a été secoué par des mouvements divers. Cela a commencé par la Tunisie avec une explosion du monde rural d'abord, du monde urbain ensuite. On a cru un moment que l'étincelle enflammerait le reste du Maghreb et le Proche Orient. Effectivement, dans cette région, l'Egypte a été touchée d'abord et surtout Le Caire, siège d'un pouvoir sans partage celui de Moubarak. On sait comment cela s'est terminé, des morts d'abord, un essai de contre révolution, le départ de Moubarak et de sa famille, ensuite, et la reprise en mains par un dignitaire militaire, Tantawi. Ailleurs, proche de l'Arabie saoudite, des explosions à Bahrein, en Syrie, mais un an après, la situation ne semble pas modifiée fondamentalement. Pire, au nom de la démocratie, les Tunisiens ont voté pour une Assemblée constituante dominée par *En Nahda* (résurgence politique d'un islamisme vague et diffus), tandis qu'en Algérie, le pouvoir en place aux mains de Bouteflika et de la Sécurité Militaire éteignait vite les quelques foyers de contestataires. Au Maroc, le souverain Mohammed VI acceptait des réformes qui tendaient à accorder plus de place aux opposants, sans que cela remette en cause les fondements de la monarchie marocaine. Statu quo ante au Maghreb? Pas tout à fait si j'en juge par ce qui agite aujourd'hui la Tunisie. J'y reviendrai.

Cette explosion nommée «printemps arabe» orné d'une espérance politique n'est pas une nouveauté. En effet, dans le courant du XIX^e siècle, le Proche Orient était pris dans une série de réformes inaugurées

1 Pour le «printemps arabe», on se reportera pour le détail aux journaux, *Le Monde*, *Le Figaro*, *Libération* et pour une analyse profonde aux deux numéros de la revue *Raison Présente*, n° 181, 1^{er} trim. 2012, «Printemps arabes»: *thawra(s) ou Révolutions?* et n° 182, 2^{ème} trim. 2012, *Les printemps arabes et le monde*. Ils sont très riches et très pénétrants.

par le pacha d’Egypte, Mohammed Ali après l’invasion de son pays par Bonaparte, dans le début du siècle: réformes imitées de la France qui reçoit des missions et des coopérants égyptiens. Les transformations sont telles qu’elles donnent aux armées de Mohammed Ali une suprématie totale sur celles du Sultan son souverain nominal. Le sultan imite donc le pacha égyptien et prend plusieurs décisions importantes qui constituent les Tanzimat et introduisent un certain nombre de libertés au sein de l’Empire.²

Après les Tanzimat et le traité de Paris (1856) les Tunisiens adoptent une série de réformes que la France de Napoléon III encourage et soutient, avec au centre une Constitution (Destour). Quelques années plus tard (dans les années 1875/1880), un penseur persan Jamal al Afghani pose la question de la modernisation de l’Islam, tandis qu’en Tunisie un nouveau mouvement EN NAHDA (Renaissance) venu du Proche Orient propose de réfléchir sur les causes du décalage entre les pays musulmans et ceux d’Europe. EN NAHDA a pour objectif d’insérer la modernité dans le monde musulman. Rapidement, le mouvement prend corps dans le pays quand le Premier Ministre Kheireddine³ fonde en 1875 le collège Sadiqi où l’enseignement mêlera à la fois la culture islamique et la culture française avec la littérature, les sciences naturelles et physiques, les mathématiques, la géographie. Ce mélange des deux cultures, unique dans le monde arabe et islamique, donne à la Tunisie et aux Tunisiens une avance sur tous les autres pays arabes. A la fin du siècle, le réformateur égyptien Mohammed ’Abdou note cette ouverture vers la modernité renforcée par la création d’une association la Khal-dounyia qui s’inspire de Sadiqi; elle est encouragée par les Résidents généraux français (R.Millet) qui inaugurent au début du XX^e siècle une école de filles pour les Tunisiennes⁴. Sadiqi devient le lieu par lequel passent tous les responsables politiques tunisiens (Bourgiba en premier). Il n’est pas donc étonnant que parmi ses premières réformes de fond pour sortir du sous-développement, Bourguiba devenu Président ait placé l’enseignement et d’abord celui des filles, le contrôle des naiss-

2 Pour l’histoire de l’Empire ottoman et du Proche Orient, voir G. Lenczovski, *The Middle East in the World Affairs*, Ithaca, Cornell Univ., 1981; W. Yale, *The Near East, A modern History*, Ann Arbor, The Univ. of Michigan Press, 1958.

3 Pour la Tunisie, voir J. Ganiage, *Les origines du protectorat français en Tunisie*, Paris, PUF, 1959. Mongi Smida, *Kheireddine Ministre réformateur (1873-1877)*, Tunis, Maison tunisienne d’Edition, 1970; N. A. Ziadeh, *Origins of Nationalism in Tunisia*, Beirut 1962. Voir aussi M. Kraiem, *La Tunisie précoloniale*, Tunis, Société tunisienne d’Edition, 1973, 2 vol.

4 Pour R. Millet, voir M. Agulhon, A. Nouschi, A. Olivesi, R. Schor, *La France de 1848 à nos jours*, Paris: Armand Colin, 2008.

sances ensuite. Il avait une claire vision du futur à la différence de Nasser⁵.

Dans sa visite du Maghreb, 'Abdou avait observé le retard des Algériens dans la modernisation, malgré la colonisation commencée bien avant celle de la Tunisie. Ils le rattraperont difficilement, malgré un certain effort dans les années 30; mais ce dernier est concentré sur une ré-islamisation sous l'autorité du cheikh Ibn Badis.⁶ Le «réformisme» algérien, comme on l'a appelé est un quasi retour aux sources de l'identité des Algériens. D'où une certaine ambiguïté dans la revendication et le combat du FLN pour l'indépendance de l'Algérie, confisquée par Boumediene et les militaires. Au Maroc, l'action du roi Mohamed V remet à sa place celle des partis politiques; le souverain demeure le maître du jeu politique.

En revanche au Proche Orient, une fois la première guerre mondiale terminée, l'empire ottoman est morcelé en différents Etats, indépendants en théorie, en réalité protégés ou dominés par les Français et les Britanniques jusqu'après 1945; ils sont alors remplacés par les Etats-Unis et l'URSS qui usent de leur influence. Les premiers ont pour points d'ancrage, l'Iran (et le pétrole depuis 1954) la Turquie, l'Arabie saoudite (ils y possèdent d'importantes concessions pétrolières) et assez tard Israël.⁷ Ces observations banales soulèvent différentes questions:

1/ Le monde arabe est désuni depuis toujours, avec deux aires, celle du *Maghreb* (l'ouest où le soleil se couche), le *Machreq* (en gros le Proche Orient, c'est-à-dire le monde ex-ottoman et l'Iran ex-Perse). Le Maghreb a été colonisé par la France entre 1830 et 1962 selon des formules politiques différentes; le Machreq a été morcelé quand le monde ottoman a été dépecé après 1918, mais a été dominé par la France et la Grande Bretagne jusqu'en 1946/48. La Perse/Iran chi'ite a toujours eu son histoire avec deux influences, russe/soviétique au nord, britannique au sud.

2/ Le monde arabe a été islamisé; mais il est divisé entre Sunnites (Maghreb et presque tout le Machreq) et Chi'ites (Iran) toujours minoritaires dans les deux aires (Bahrein, Koweit, Emirats).

3/ Les uns et les autres révèrent le Coran comme texte fondamental et sacré, qui de ce fait n'a jamais été remis en cause, à la différence des

5 Voir R. Le Tourneau, *Evolution de l'Afrique du nord musulmane*, Paris: Armand Colin, 1962 .Voir *Annuaire de l'Afrique du Nord*, publié depuis 1962 chaque année par le CNRS. Indispensable.

6 A. Merad, *Le Réformisme musulman*, Paris: Mouton, 1975; A. Nouschi, *La naissance du nationalisme algérien*, Paris: Les Editions de Minuit, 1978, 2^e éd.

7 G. Corm, *Le Proche Orient éclaté*, Paris: Folio, 2000, 2002, 2004, 2005, 2007.

Evangiles. Du Coran les Musulmans ont élaboré la *chari'a*. C'est un code de lois qui régissent le droit des personnes, des biens, de la terre, celui du commerce, l'économie, le droit international et aussi la vie politique.

La vie politique dans le monde islamique ignore la démocratie au sens occidental du terme; le mot n'existe pas en arabe, sauf dans la forme *démocratie*. En effet, le monde islamique a ignoré la *révolution des lumières* de l'Europe au XVIII^e siècle qui a donné naissance aux Droits de l'Homme. Dans le monde islamique, le pouvoir est confié par Dieu au Prince qui doit posséder des vertus de justice, d'équité, de sagesse, de raison. Il peut être assisté d'un Conseil de Sages ou de savants qui savent interpréter le Coran et répondre aux cas ou aux questions difficiles, mais ils ne consultent pas le peuple.⁸ La colonisation française a importé une nouvelle idéologie politique et de nouveaux codes. Mais les Français ont tout fait pour détourner de ses réalités les effets de la démocratisation la plus large. En revanche, une partie des élites francisées a emprunté aux Français les modes de contestation et l'idéologie de la démocratie: ainsi Bourguiba en Tunisie, l'Istiqlal au Maroc ou 'Abbas et Messali en Algérie.⁹ Au Proche Orient (Levant, Iraq, Jordanie, Egypte), les puissances protectrices possèdent la réalité du pouvoir politique et laissent à des figurants une autorité apparente jusqu'aux années 50 et 60 qui bousculent les régimes en place pour les remplacer par des militaires.

Une fois l'indépendance acquise, derrière les textes les Tunisiens ont vécu à l'enseigne du parti unique dirigé par Bourguiba, le Combattant suprême élu Président de 1957 à 1987, quand il est renversé par le général Ben 'Ali qui reprend en les aggravant les formules de Bourguiba jusqu'à février 2011 avec une clique familiale qui utilise le pouvoir pour s'enrichir. Au Maroc, Mohammed V chassé du pouvoir en 1953 et exilé revient sur le trône en 1956. Son héritier en 1961, son fils Moulay Hassan II, exerce un pouvoir quasi absolu et parfois sanglant jusqu'à sa mort (1999). Son fils Mohammed VI se veut le Souverain des pauvres et des humbles et assouplit dans un sens plus libéral l'exercice du pouvoir, mais touche à peine aux lois fondamentales du royaume. Dans l'Algérie médiane, une clique militaire arrivée du Maroc voisin en 1962 élimine d'emblée les contestataires et donne le pouvoir à un petit groupe du sérap militaire, en réalité la police politique alias la Sécurité Militaire qui règne par la peur et la corruption (ils détournent les revenus du

8 B. Lewis, *Le langage politique de l'Islam*, Paris: Gallimard, 1983.

9 Voir A. Nouschi, *Les armes retournées. Bilan de la colonisation et de la décolonisation françaises*, Paris/Berlin 2005.

pétrole et du gaz). Malgré une crise sérieuse (1988/1992), les janissaires conservent leur pouvoir. En Libye, un militaire inconnu, Mou’amar Qadhafi chasse le vieux roi Idriss as Sanoussi en 1969 et institue un nouveau pouvoir, en réalité un pouvoir personnel, capricieux, brutal et autoritaire qui repose sur l’armée et les hydrocarbures jusqu’à l’été 2011 quand un groupe d’opposants appuyé par l’action militaire de la France et des Britanniques l’expulse de son bunker, le pourchasse et le tue.¹⁰

En théorie, le pouvoir repose sur la consultation populaire en Tunisie, au Maroc, en Algérie, en Egypte, au Liban, en Syrie, en Iraq; mais elle est truquée en faveur d’un parti unique et de son président, Ben Bella/Boumediene et leurs successeurs en Algérie, Bourguiba et Ben ’Ali en Tunisie, Nasser/Sadate/Moubarak, en Egypte, les Assad en Syrie, Saddam Hussein en Iraq. Dans les monarchies et les émirats, il est entre les mains de dynasties qui ignorent la consultation populaire jusqu’à une date récente. Cette mystification de la démocratie est acceptée par les grandes puissances, puisque l’apparence est sauve; elles ferment les yeux sur le parti unique. Par ailleurs, les dirigeants arabes ne touchent pas aux intérêts de ces puissances et assurent leur approvisionnement en pétrole et en gaz. Cette complaisance ignore l’aggravation des situations locales liées à la pression démographique (surtout dans les villes), la précarité des revenus de la majorité des habitants, l’enrichissement des nantis et l’absence de réforme tout au long de ces décennies. Le calme apparent repose sur la corruption, un régime policier ou militaire qui élimine impitoyablement les opposants. Sans que cela émeuve les puissances du monde, puisqu’elles y trouvent leur compte.

Localement, quand la vie devient trop difficile, les humbles se révoltent, détruisent les symboles du pouvoir et après la peur, les responsables promettent des réformes vite oubliées et la vie continue comme devant. Les miséreux cherchent alors un recours dans un islam social qui étend son action et son influence un peu partout. Cela arrange la Ligue Islamique, instrument de l’Arabie saoudite et wahhabite qui prêche le retour à un Islam authentique. Cela ne déplait pas non plus à l’Iran des mollahs au pouvoir depuis 1979. En 2003, Bush a cru qu’il mettrait facilement la main sur l’Iraq de Saddam Hussein et son pétrole. L’aventure commencée dans une apparence de triomphe se termine par la retraite des Américains, le désordre politique dans le pays, la puissance affirmée des chi’ites soutenus par l’Iran voisin d’Ahmadinejad.¹¹

10 Voir *Annuaire de l’Afrique du Nord, op. cit.*

11 Pour tout cela voir la revue *Newsweek* et surtout B. Woodward, *Bush s’en va t’en guerre*, Paris: Denoël, 2004.

Les révoltes arabes surgissent brutalement, avec le téléphone portable. La misère économique et sociale en est, probablement, le détonateur. Mais les masses (*'amma*), analphabètes en majorité ne constituent pas de parti politique structuré et n'ont pas de programme politique. Seule une minorité ou une poignée formée entrevoit un autre monde politique. Renverser un régime fondé sur l'injustice n'est possible que si l'armée l'accepte; ce fut le cas pour la Tunisie et l'Egypte. Dans les deux Etats, l'appui américain a été déterminant tandis que la France de Sarkozy gardait sa confiance à Ben 'Ali. Mais il reste des môles de résistance. Dans la péninsule arabique dominée par la monarchie saoudienne et les émirats du Golfe, une fois les révoltés de Bahreïn écrasés, la vie a repris comme devant avec une puissance montante celle du Qatar riche de son gaz et surtout de sa chaîne Al Jazira. Les butoirs de la révolution sont l'Iran, l'Arabie, la Jordanie, la Syrie, l'Algérie et le Maroc et aussi la Libye. Ici, la révolte partie de la Cyrénaïque incite les Français et les Britanniques à agir militairement contre Qadhafi qui meurt à l'été 2011. Le pouvoir passe aux mains d'un Conseil National de transition, dominé par les islamistes qui décident de s'appuyer désormais sur la charia.

Ailleurs, la révolte a échoué. En Syrie, le président Bachir 'Assad ne cesse de massacrer ses opposants depuis le printemps 2011. L'armée, malgré des désertions, lui reste fidèle et aucune grande puissance, pas même les Etats-Unis de Obama, n'ose intervenir par la force face à la Chine et à la Russie qui continuent d'appuyer 'Assad. Dans les autres Etats du Proche Orient, rien n'a changé: le chaos irakien semble continuer même si les Etats-Unis ont commencé de repatrier leurs soldats. En Iran, Ahmadinejad et les mollahs poursuivent leur politique malgré les menaces américaines, israéliennes et européennes.

Une fois Moubarak et Ben 'Ali renversés, il fallait combler le vide politique. En Egypte, les militaires ont sous la pression des opinions publiques rameutées par les Islamistes (ex Frères musulmans décimés par Nasser) préparé des élections sous leur contrôle. Elles ont eu lieu en juin 2012 et donné la majorité aux Islamistes. Ont-ils le pouvoir pour autant? C'est à voir, car les militaires ont la haute main sur une économie en crise et acceptent mal d'abandonner le pouvoir politique. Sans doute, le nouveau président Morsi a-t-il mis de côté le maréchal Tantawi, un militaire de l'ère Moubarak, avec l'appui d'une partie de l'armée; c'est la limite de son autorité et de son pouvoir.

En Tunisie, l'Assemblée constituante a été élue en octobre 2011, à la faveur d'une caricature de démocratie: on a compté plusieurs centaines de partis face au parti islamiste *En Nahda*; l'émettement des

suffrages lui a donné la majorité, à bon compte (42 %). Même provisoire, son pouvoir tente de façonner l'avenir du pays à la couleur d'un islam purifié. Le président provisoire Marzouki, exilé en France, jusqu'en février 2011, sans expérience politique réelle et ignorant des réalités de son pays (il l'avoue: «Je ne connais pas la Tunisie et les Tunisiens!») ne veut pas affronter les islamistes d'En Nahda. L'Assemblée élue n'en finit pas de rédiger une nouvelle constitution alors que l'ancienne de 1959 n'a pas été abrogée. Le pouvoir est aux mains d'un Gouvernement qui refuse de résister à la pression d'une clique de salafistes, subventionnés par le Qatar et la Ligue islamique, et laisse l'autorité se déliter tandis que l'opinion s'alarme des régressions des libertés dont certaines bien vivantes, malgré le despotisme capricieux de Ben 'Ali.

En Tunisie et en Egypte, l'économie¹² est dans une crise de plus en plus grave: régression des investissements étrangers (Le Caire se tourne vers Pékin à l'été 2012), du tourisme (-30% des recettes en 2011); déficit budgétaire accru (8% du PIB en 2011), régression du PIB et du revenu national (baisse des réserves en devises de 36 à 16 milliards de dollars: deux Egyptiens sur cinq vivent avec moins de 2 \$ par jour), et Morsi demande une aide urgente au FMI de 5 milliards.¹³ Débâcle de la révolution de la place Tahrir ou lourd bilan de cinquante années de régime militaire étalé au grand jour? En Algérie, les militaires et Bouteflika s'arc-boutent sur un pouvoir isolé du reste du pays, incapable d'intervenir dans le sud saharien contre les islamistes devenus une branche d'al Qaida réfugiés dans le nord du Mali. Au Maroc, la contestation la plus virulente est celle des Islamistes, incapables de proposer un programme économique quelconque. En Libye, les frères musulmans qui ont mis la main sur le pouvoir sont incapables de relancer l'économie du pays. Mais en Syrie comme en Iraq, la situation n'est pas meilleure.

Dans les années 1990¹⁴, la revue *Foreign Affairs* avait publié une analyse globale de tous les pays islamiques qui formaient un arc vert immense allant du Maroc à l'Indonésie et s'interrogeait sur le déséquilibre à venir de ces pays dont les hommes vivaient à la limite de la pauvreté et qui avaient l'islam pour espérance dans les années à venir. Le printemps arabe a déchiré le voile qui couvrait les déséquilibres profonds de ces sociétés et de ces économies et, à part quelques chercheurs informés, le monde et l'occident trouvaient commode voire utile de le garder. Sommes-nous aujourd'hui au temps de la vérité? Il faudra bien

12 La crise de l'économie égyptienne, in: *Le Monde Economie*, août 2012.

13 Voir *Le Monde*, 1^{ère} semaine de septembre 2012. Sur la crise en Tunisie et Egypte voir *Images Economiques Du Monde*, 2012.

14 Voir Léon T. Hadar, «Is Islam a threat? NO», in: *Foreign Affairs*, Spring 1993.

regarder en face la croissance démographique en général, celle des villes, chaudrons politiques de moins en moins faciles à gérer en particulier, les inégalités sociales criantes: tout cela engendre des faux prophètes d'un eldorado imaginaire, répandu et entretenu grâce au portable. Cet islam du passé est-il adapté aux problèmes d'aujourd'hui? On peut en douter si on regarde du côté de la Tunisie. Le printemps arabe est-il à la veille d'un échec dont personne ne peut prédire ce qui en sortira?

Au total, les révolutions arabes débouchent sur une double crise: d'abord elles tournent le dos à la démocratie ou plutôt grâce au suffrage universel, les islamistes et souvent les plus virulents, les salafistes, tentent de mettre la main sur le pouvoir politique. Le monde arabe a donc basculé vers l'Islam. Retour à un passé mythifié? Conséquence imprévue de l'analphabétisme? Mystification de la démocratie à l'euro-péenne? Au nom de l'Islam et de Dieu, les Droits de l'Homme et des Hommes régressent spectaculairement, surtout la condition des femmes. Cet islam salafiste tourne le dos à la culture arabe et islamique héritée d'un lointain passé et s'en prend évidemment à tout ce qui a une odeur d'occident ou de modernité. Par ailleurs, dans tous les cas, l'absence de programme économique, sauf dans la péninsule arabique, est lourde de menaces pour l'avenir immédiat ou lointain. Les révolutions n'ont en rien modifié les structures économiques et sociales; les riches et les puissants le sont aujourd'hui comme hier, sauf ceux trop proches du pouvoir. Les pauvres sont aussi pauvres qu'hier et prêtent l'oreille à tous ceux qui leur annoncent qu'avec l'islam, tout changera pour eux. Au nom d'un suffrage universel importé d'occident, ces hommes et ces femmes regardent-ils vers un islam des origines? On peut le penser. Déjà, au sud du Maghreb, dans l'Afrique subsaharienne, al Qaïda a conquis le pouvoir avec les armes prises aux soldats de Qadhafi et n'hésite pas à détruire, comme en Afghanistan, les vestiges d'un passé qui ne lui convient pas. La rive sud de la Méditerranée et le Proche Orient, aux prises avec une révolution dévoyée risque d'être une aire d'instabilité de longue durée.

Quelle offre nouvelle peut se substituer à ce dévoiement? Un libéralisme en crise ou en apoplexie? Un évangélisme pernicieux? Une démocratie? Certes mais sur quels fondements? Naguère, la revue *Foreign Affairs* avait dessiné une aire de menace verte qui allait du Maroc à l'Indonésie. C'était à la fin de l'ancien millénaire. Les révolutions arabes accueillies avec intérêt par les opinions d'Europe et des Etats-Unis dérivent en Tunisie et en Egypte vers un salafisme intolérant et exalté.

La ceinture verte de l'islam devient-elle une ceinture de barbarie et de régression culturelle au lieu d'une ouverture sur la modernité? Dans

ce cas, cette avancée de l'islam salafiste est-elle la première étape d'un prochain conflit, tel que l'avait imaginé la revue américaine ou bien avant Huntington? Les foules qui ont renversé le pouvoir des militaires à Tunis et au Caire ont tiré les marrons du feu au profit des salafistes et des réactionnaires.

Cette dérive n'est-elle pas la rançon d'un sous-développement et d'une pauvreté généralisée fille d'un capitalisme sans entraves? La révolte de Spartacus qui attend de Dieu sa liberté et une vie meilleure? Jusque-là, l'Iran des mollahs, les émirats et l'Arabie saoudite ont su combiner, avec cynisme(?) l'élan vers Dieu, la City et Wall Street, et ailleurs?

Echec des révoltes telles que l'occident les avait imaginées ou image renversée d'un Orient qui retourne le suffrage universel pour retrouver ses origines et les fondements de sa culture profonde? Et demain?



**KLIO Buchhandlung und Antiquariat
von der Crone, Heiniger Linow & Co.**

Wissenschaftliche Buchhandlung mit
umfangreichem Sortiment und
fachspezifischen Dienstleistungen

Geschichte

Buchhändlerisch und wissenschaftlich
ausgebildetes Personal

Philosophie

Eigene Neuheitenkataloge

Germanistik

An- und Verkauf antiquarischer Bücher

Alte Sprachen

KLIO Buchhandlung
Zähringerstrasse 45
CH-8001 Zürich
Tel. 044 251 42 12

KLIO Antiquariat
Zähringerstrasse 41
CH-8001 Zürich
Tel. 044 251 86 10

www.klio-buch.ch



Soziologie

Politologie

Ethnologie

Theologie

Kommunikation

Belletristik